



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
20 mai 2010  
Français  
Original: anglais

### Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Dix-neuvième session

Vienne, 17 mai-21 mai 2010

### Projet de rapport

*Rapporteur:* Simona Manuela **Marin** (Roumanie)

#### Additif

### **Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale**

1. À ses 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séances, les 17 et 19 mai 2010, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 4 de l'ordre du jour, qui était libellé comme suit:

“Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:

- a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
- b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
- c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
- d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;
- e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances.”



2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:
  - a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2010/3-E/CN.15/2010/3);
  - b) Rapport du Directeur exécutif sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2010/8);
  - c) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme (E/CN.15/2010/9);
  - d) Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2010/10);
  - e) Note du Secrétaire général transmettant le Rapport du Conseil de direction sur les principales activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/CN.15/2010/15).
  - f) Rapport sur les observations et les conclusions de la réunion sur le recours à la criminalistique pour combattre et prévenir la criminalité liée à l'identité, tenue pendant la quatrième réunion du Groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité (E/CN.15/2010/CRP.2, en anglais seulement).
  - g) Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale: quatrième réunion du Groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité (E/CN.15/2010/CRP.3, en anglais seulement).
3. Des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur chargé de la Division des traités et le Chef du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, par le Chef du Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique et par le Chef du Service de la prévention du terrorisme. Des déclarations ont également été faites par l'observateur de l'Espagne (au nom de la Présidence de l'Union européenne et des pays suivants: Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Norvège, République de Moldova, Serbie, Turquie et Ukraine) et par les représentants des pays suivants: Ukraine, Bélarus, Autriche, Nigéria, Canada, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Algérie, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Argentine, Chine, Inde, Arabie saoudite, États-Unis d'Amérique, Mexique, Japon, Thaïlande, Turquie, République de Corée et Cuba. Les observateurs du Kazakhstan, de la Norvège, de l'Italie, de la Croatie, de la Colombie, de la Côte d'Ivoire, de l'Australie, de la Serbie, de l'Arménie, de la République de Moldova, de Sri Lanka, de la République bolivarienne du Venezuela, de l'Indonésie et de l'Iraq ont également fait des déclarations. L'observateur de la Palestine a également fait une déclaration. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, de la Ligue des États arabes et de l'Ordre souverain et militaire de Malte.

## Délibérations

### 1. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

#### Action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

4. Plusieurs orateurs ont appelé l'attention sur le fait que la criminalité transnationale organisée compromettait le développement, la stabilité politique et l'activité économique légitime. En particulier, un orateur a souligné que la criminalité organisée et l'instabilité étaient deux phénomènes étroitement liés. Un autre a mis en relief l'incidence négative de la criminalité organisée sur les efforts de réduction de la pauvreté et sur les systèmes sociaux et de justice pénale. Des orateurs se sont déclarés profondément préoccupés par l'ampleur et la complexité accrue de la criminalité transnationale, ainsi que les multiples formes qu'elle revêtait et les méthodes sophistiquées auxquelles elle recourait. Ils ont noté la convergence croissante des réseaux criminels et les liens entre les différentes activités criminelles, notamment entre le trafic de drogues, la traite des personnes et le financement du terrorisme.

5. Plusieurs orateurs ont souligné l'importance de la Convention contre la criminalité organisée et de ses Protocoles et ont noté que ces instruments offraient un cadre international adéquat pour combattre la criminalité organisée. Ils ont souligné que la Convention contenait des normes internationales acceptées par la plupart des pays et ils ont reconnu qu'il était nécessaire de sensibiliser les autorités nationales aux possibilités qu'elle offrait. Plusieurs orateurs ont noté avec satisfaction les progrès accomplis en termes d'adhésion à la Convention et à ses Protocoles, qui avaient créé un cadre de coopération internationale quasi universel couvrant une large gamme d'infractions graves. Les États ont été encouragés à continuer de promouvoir ces instruments et à veiller à ce qu'ils soient mis en œuvre pleinement et efficacement. Plusieurs orateurs ont reconnu que l'UNODC était un partenaire essentiel à cet égard et ont encouragé les États Membres à continuer de soutenir les travaux qu'il menait dans ce domaine.

6. Plusieurs orateurs ont rappelé la réunion spéciale de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la criminalité transnationale organisée qui aurait lieu prochainement, ainsi que de la cérémonie des traités qui se tiendrait à la même occasion. Les États Membres ont été vivement encouragés à s'y faire représenter au plus haut niveau possible et à envisager de soumettre leurs instruments de ratification à cette occasion, s'ils ne l'avaient pas encore fait. Les orateurs ont fait référence au débat ministériel de haut niveau prévu à la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, qui se tiendrait à Vienne du 18 au 22 octobre 2010 et ont indiqué qu'il serait l'occasion d'appeler l'attention sur les nouvelles formes de criminalité et d'en débattre.

7. Saluant le dixième anniversaire de l'adoption de la Convention contre la criminalité organisée, certains orateurs ont souligné que cet événement marquant était l'occasion d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre intégrale de la Convention et de trouver des réponses mieux adaptées pour combattre la criminalité

transnationale organisée. De nombreux orateurs ont à nouveau exprimé l'espoir que les résultats de la cinquième session susciteraient une nouvelle dynamique qui favoriserait l'application de la Convention et de ses Protocoles additionnels.

8. Plusieurs orateurs ont souligné que l'application efficace de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant exigeait l'adoption d'un mécanisme d'examen solide et efficace. Plusieurs modalités de fonctionnement possibles ont été évoquées pour ce mécanisme, qui devrait être transparent et non exclusif. Un orateur a souligné que la Convention et ses Protocoles constituaient un cadre normatif complexe et qu'il fallait se concentrer sur la collecte d'informations plutôt que sur l'examen de l'application.

9. Quelques orateurs ont mentionné les travaux menés pour achever la mise au point du logiciel complet d'auto-évaluation qui permettrait aux États d'évaluer la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles s'y rapportant et de rendre compte des efforts accomplis à cette fin. Il a été dit que l'auto-évaluation, seule, ne suffisait pas et que les informations émanant des organisations non gouvernementales étaient essentielles pour dresser un tableau complet de la criminalité transnationale organisée. Le mécanisme devrait par ailleurs veiller à éviter les doublons et tenir compte des enseignements et pratiques dégagés des mécanismes existants aux niveaux régional et international.

10. Plusieurs orateurs ont évoqué le programme pilote volontaire qui avait été élaboré dans le cadre des recommandations de la Réunion d'experts à composition non limitée sur les mécanismes d'examen à envisager pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, tenue à Vienne les 25 et 26 janvier 2010. Ce programme permettrait à la Conférence des Parties de prendre une décision éclairée concernant l'éventuel mécanisme d'examen. De nombreux orateurs ont réaffirmé la nécessité de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale dans les domaines de l'entraide judiciaire, de l'extradition et de l'échange d'informations. Compte tenu de la capacité des criminels à planifier et commettre des infractions au-delà des frontières, cette coopération devrait avoir une dimension mondiale. Le rôle de l'UNODC en tant que principal organisme international chargé de la coordination des efforts multilatéraux contre la criminalité transnationale organisée a été souligné. Un orateur a encouragé les États à favoriser la coopération informelle, la concertation quant aux politiques et l'échange de renseignements et les a prié instamment d'étudier les moyens de lever les obstacles politiques, juridiques et autres qui entravaient l'échange d'informations.

11. De nombreux orateurs ont appelé l'attention sur l'utilisation accrue de moyens technologiques très sophistiqués dans le cadre de la criminalité transnationale organisée, ce qui avait abouti à l'émergence de nouvelles formes de criminalité, comme la cybercriminalité. En particulier, certains orateurs ont exprimé leurs préoccupations au sujet de la progression de la cybercriminalité et de la nécessité d'adopter des mesures pour y faire face. À cet égard, plusieurs orateurs ont lancé un appel aux États pour qu'ils donnent suite aux recommandations de la Déclaration de Salvador relatives à la cybercriminalité. Plusieurs orateurs ont invité la Commission à envisager de convoquer un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée en vue de réaliser une étude approfondie sur la cybercriminalité et les mesures pour lutter contre ce phénomène.

12. Certains orateurs ont estimé qu'il faudrait examiner la possibilité d'élaborer une convention mondiale contre la cybercriminalité. Un orateur a évoqué les particularités de certains systèmes juridiques qui empêchaient certains États d'adhérer à la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe. Un autre orateur a toutefois fait remarquer que les États devraient d'abord envisager d'adopter toutes les mesures nationales nécessaires avant d'entamer des négociations sur une nouvelle convention internationale.

13. De nombreux orateurs se sont dit particulièrement préoccupés par le trafic illicite de biens culturels et se sont félicités de la réunion du groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels tenue à Vienne du 24 au 26 novembre 2009 et du débat thématique que tiendrait la Commission au titre du point 5 de l'ordre du jour. Plusieurs orateurs ont exprimé leur préoccupation face à l'ampleur du trafic d'armes à feu. Ils ont insisté sur les liens qui existaient entre le trafic d'armes à feu et le trafic de drogues et se sont félicités des efforts visant à élaborer une loi type contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu.

14. Plusieurs orateurs se sont dit préoccupés par la traite des personnes et les questions liées à l'exploitation sexuelle, au trafic d'organes humains, au travail forcé, à la violence à l'égard des enfants et à la pédopornographie. Ils ont estimé que la traite des personnes était une manifestation odieuse de la criminalité transnationale et exigeait l'adoption d'une approche coordonnée et intégrée qui tenait compte de tous les facteurs susceptibles d'y conduire. À cet égard, il a été noté qu'il fallait réprimer et contrôler efficacement la demande. Certains orateurs ont souligné que la violence à l'égard des enfants et des femmes était particulièrement inacceptable et que des mesures sévères devaient être prises pour la combattre.

15. Plusieurs orateurs ont exhorté les États à adopter une législation adéquate et à renforcer la coopération judiciaire et en matière de détection et de répression pour lutter contre ces crimes. Les États ont été invités à donner suite aux recommandations adoptées par le Groupe de travail sur la traite des personnes à ses première et deuxième réunions, tenues les 14 et 15 avril 2009 et du 27 au 29 janvier 2010. Il a été noté que le plan d'action mondial des Nations Unies pour la prévention et la répression de la traite des personnes et la protection et le soutien des victimes pourrait être une base utile pour harmoniser tous les instruments juridiques internationaux pertinents de lutte contre la traite des personnes. Plusieurs orateurs ont évoqué l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains (UN.GIFT), qui aidait à définir les objectifs nationaux et à accroître les effets de synergie entre les partenaires nationaux et les organisations internationales. Plusieurs orateurs ont exprimé leur appui en faveur de la campagne Cœur bleu, qui avait contribué à sensibiliser le public au problème de la traite des personnes dans le monde entier.

16. Les États ont été invités à continuer d'adopter des mesures préventives et dissuasives contre le trafic de migrants. On a fait ressortir que ces mesures devaient respecter la dignité des migrants et être conformes aux normes relatives aux droits de l'homme. L'action menée pour lutter contre la traite des personnes et le trafic de migrants devrait être encore améliorée et les États devraient axer leur efforts sur l'application efficace des normes existantes pour combattre ces crimes. Il a été souligné que des mesures énergiques devaient être prises à l'encontre des personnes organisant, finançant et appuyant matériellement le trafic de migrants.

Plusieurs orateurs ont fait valoir que les passeports biométriques étaient un moyen de combattre la traite des personnes et le trafic de migrants.

17. Certains des nombreux obstacles auxquels se heurtaient les pays en développement ont été mis en exergue, notamment les contraintes budgétaires et la faiblesse de la coopération interinstitutions. À cet égard, plusieurs orateurs ont souligné l'importance du renforcement des capacités et de la fourniture d'une assistance technique pour aider les États à surmonter les obstacles, améliorer l'infrastructure et obtenir des résultats viables en matière de prévention et de répression du crime. Les États ont été priés instamment d'envisager d'apporter à l'UNODC une assistance, notamment au moyen de fonds à des fins générales ou de contributions réservées à des fins génériques, pour lui permettre de fournir l'assistance technique voulue.

18. Plusieurs orateurs ont présenté les mesures prises aux niveaux national et régional pour combattre la criminalité organisée et promouvoir l'état de droit, y compris la modernisation des législations en ce qui concernait, par exemple, la traite des personnes, le trafic de migrants, la cybercriminalité et d'autres infractions liées à l'usage impropre des technologies de l'information, et le renforcement des dispositions relatives aux enquêtes qui visaient ces infractions et à la poursuite de leurs auteurs. Compte tenu du rapport étroit qui existait entre le blanchiment d'argent et la plupart des formes de criminalité transnationale, un orateur a préconisé d'élaborer une convention internationale sur le blanchiment d'argent, comme le prévoyait la recommandation 174 du rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement (A/59/565).

19. Un orateur a noté que le Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale, inauguré en 2009, était pleinement opérationnel et facilitait les échanges et l'analyse d'informations à l'appui des mesures de détection et de répression dans la région.

## **2. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption**

### **Action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption**

20. Des orateurs se sont félicités des résultats de la troisième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, tenue à Doha du 9 au 13 novembre 2009, notamment de l'adoption du mécanisme d'examen, de la poursuite des travaux sur le recouvrement d'avoirs et l'assistance technique, et de la décision de créer un groupe de travail sur les mesures préventives. Plusieurs orateurs ont pris acte avec satisfaction de l'inauguration de l'École supérieure internationale de lutte anticorruption, initiative conjointe de l'UNODC, du Gouvernement autrichien et de l'Office européen de lutte antifraude, et attendaient avec intérêt de voir ce que l'École supérieure apporterait aux États en termes de formation et de recherche notamment.

21. Des intervenants se sont réjouis également du nombre croissant des États parties à la Convention contre la corruption et ont invité les États qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier la Convention ou à y adhérer et à mettre en œuvre ses dispositions. La cérémonie annuelle des traités qui devait se tenir au cours de la

session de l'Assemblée générale en septembre 2010 serait l'occasion pour les États de déposer leurs instruments de ratification ou d'adhésion. Des intervenants ont salué la création du mécanisme d'examen de l'application de la Convention, qui représentait à leurs yeux un pas en avant crucial pour en assurer l'application intégrale. Il importait qu'un soutien solide soit apporté aux travaux du mécanisme et du Groupe d'examen de l'application. Des orateurs ont pris note de l'affectation de ressources du budget ordinaire de l'ONU au fonctionnement du mécanisme et ont appelé à poursuivre les efforts dans ce sens. La pertinence des travaux de la Conférence et de ses groupes de travail a été réaffirmée et des intervenants se sont félicités de l'importance accordée aux mesures préventives, notamment par la création d'un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée.

22. Plusieurs orateurs ont fait état des efforts déployés par leur pays pour mettre en œuvre la Convention contre la corruption. Plusieurs pays avaient adopté ou modifié des textes de loi pour mettre les cadres juridiques nationaux en conformité avec la Convention, y compris par la révision du code pénal et du code de procédure pénale. Il a été fait mention de nouvelles dispositions permettant de localiser, geler et saisir le produit du crime en vue de renforcer la coopération internationale et le recouvrement d'avoirs. La promotion de l'assistance en faveur de mesures non coercitives en l'absence de double incrimination constituait un progrès important. Plusieurs orateurs ont indiqué que la Convention contre la corruption offrait un cadre solide pour la coopération internationale et qu'il fallait encourager un recours accru et effectif à ses dispositions. Ils ont noté l'adoption de stratégies ou de plans d'action nationaux tendant à prévenir et à combattre la corruption d'une manière globale et fixant des objectifs clairs pour les acteurs du domaine. La participation des organisations de la société civile était considérée comme un élément crucial des efforts de lutte contre la corruption.

23. Plusieurs intervenants ont mentionné la création d'organismes anticorruption dans leurs pays et la nécessité de renforcer les capacités et le rôle de ces organismes. La création de tribunaux spécialisés dans les affaires de corruption était perçue comme un moyen d'assurer la rapidité et l'efficacité de l'action publique dans de telles affaires. Des orateurs ont noté les mesures prises en ce qui concernait les agents publics, y compris l'adoption de codes de conduite et de déclarations de patrimoine, ainsi que la création de mécanismes et d'organes de surveillance de l'administration publique et la mise en place de services administratifs en ligne. Un orateur a signalé que les enquêtes et les poursuites à l'encontre de personnes politiquement exposées étaient à la hausse dans son pays grâce aux synergies et aux efforts de coordination entre les organismes compétents. Les orateurs ont rappelé à quel point il importait que l'UNODC apporte une assistance technique et un appui aux États dans la lutte contre la corruption.

24. Répondant à une demande de clarification, le Secrétariat a indiqué que les projets de recherche en matière de lutte anticorruption évoqués dans le rapport du Directeur exécutif sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2010/8) étaient sans préjudice des travaux que la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption mènerait dans le cadre du mécanisme d'examen. Ces projets faisaient partie du programme d'assistance technique de l'UNODC et n'étaient entrepris qu'à la demande des pays concernés.

### **3. Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme**

25. Dans sa déclaration liminaire, la Chef du Service de la prévention du terrorisme s'est référée à l'assistance technique fournie par l'UNODC dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Des progrès importants avaient certes été accomplis, mais il y avait encore beaucoup à faire pour parvenir à la ratification universelle et à l'application intégrale des instruments juridiques internationaux relatifs au terrorisme. À la demande des États Membres, une assistance adaptée était fournie pour renforcer les capacités des praticiens de la justice pénale en matière d'état de droit et les aider dans les enquêtes, les poursuites et les jugements concernant des affaires de terrorisme. Une attention particulière était accordée au renforcement de la coopération internationale dans les affaires pénales. La Chef du Service a expliqué que le Service répondait au besoin d'expertise approfondie sur les questions juridiques propres à des domaines particuliers de la lutte contre le terrorisme, notamment à la lutte contre le terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique; le financement du terrorisme; les questions concernant le transport maritime et l'aviation civile; et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes. Le Service était en train d'élaborer, à l'intention des praticiens de la justice pénale, un programme de formation juridique complet. Il avait décentralisé de plus en plus ses moyens d'exécution des programmes vers le terrain, de sorte que ses activités étaient désormais pleinement intégrées aux programmes régionaux et aux programmes de pays de l'UNODC.

26. De nombreux orateurs ont souligné que le terrorisme était un phénomène mondial qui appelait une réponse multilatérale, et que le prévenir et le combattre devaient rester parmi les objectifs prioritaires de la communauté internationale. Une réponse efficace devait consister notamment en la mise en œuvre, de manière intégrée et durable, de stratégies nationales, régionales et internationales, fondées sur le principe de la responsabilité partagée. Plusieurs orateurs ont fait référence à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies.

27. De nombreux orateurs ont insisté sur l'importance du respect de l'état de droit, des droits de l'homme et des obligations et normes internationales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il a en outre été noté que les mesures antiterroristes devaient aussi tenir compte de la Charte des Nations Unies et des obligations qui incombait aux États Membres en vertu du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés. Plusieurs orateurs ont estimé qu'on ne devrait pas faire d'amalgame entre le terrorisme et une nationalité, une civilisation, une religion ou un groupe ethnique quelconque.

28. La nécessité d'achever les travaux relatifs au projet de convention générale sur le terrorisme international et, notamment, de convenir d'une définition du terrorisme, a été soulignée par quelques orateurs. Il a été indiqué qu'il fallait faire une distinction entre les actes de terrorisme et les actes entrepris dans le cours de la lutte légitime pour l'autodétermination, reconnue par le droit humanitaire international.

29. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il importait d'adopter, au niveau national, des stratégies et des plans d'action complets conformes à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies. Un certain nombre d'orateurs ont insisté sur la nécessité de s'attaquer aux facteurs qui favorisaient la propagation du



terrorisme, y compris aux conflits non résolus. Un orateur était d'avis que, dans le cadre de la prévention du terrorisme, l'accent devait être mis sur la voix des victimes, ce qui pouvait permettre de ne pas légitimer le terrorisme et de mobiliser la société civile contre le phénomène.

30. L'importance de mesures de justice pénale fondées sur les conventions et protocoles internationaux de lutte contre le terrorisme a été soulignée. Conscients de la nécessité d'une adhésion universelle et d'une pleine mise en œuvre de ces instruments, de nombreux orateurs ont exhorté les États Membres, s'ils ne l'avaient pas encore fait, à devenir sans tarder parties aux instruments juridiques internationaux pertinents. Plusieurs orateurs ont souligné que, pour une mise en œuvre efficace de ces instruments, des efforts à long terme s'imposaient et que les États qui ne disposaient pas des moyens nécessaires devaient bénéficier d'une assistance technique.

31. De nombreux orateurs ont souligné que la coopération internationale et régionale en matière pénale, en particulier dans le domaine de l'extradition et de l'entraide judiciaire, était cruciale pour prévenir et combattre le terrorisme. Quelques-uns ont parlé de la nécessité de mettre en place des mécanismes sous-régionaux et régionaux pour favoriser la coopération en matière pénale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

32. Plusieurs orateurs ont noté les liens qui existaient entre le terrorisme et d'autres formes de criminalité, notamment la criminalité organisée, le blanchiment d'argent, le trafic de drogues, le trafic d'armes, la traite des personnes, la cybercriminalité et la corruption, et la nécessité de réponses intégrées. Il a été souligné qu'il était important de priver les terroristes de leurs sources de financement et les États Membres ont été encouragés à renforcer la coordination entre leurs services de renseignement financier et à échanger plus d'informations et de renseignements financiers. Un orateur a fait observer qu'il fallait s'attaquer aux phénomènes comme la prise d'otages en vue du versement de rançons destinées à financer les actes de terrorisme.

33. Quelques orateurs ont demandé aux États de prendre des mesures plus énergiques pour lutter contre l'utilisation d'Internet comme outil pour inciter à la haine raciale, à l'extrémisme et au terrorisme et ont souligné la nécessité d'une assistance technique à cet égard. Un orateur a fait référence aux attaques dirigées contre des infrastructures critiques au moyen d'Internet et a préconisé la négociation d'une convention internationale contre la cybercriminalité. On a indiqué qu'il fallait s'attaquer au problème de l'utilisation par les terroristes de cartes satellite à haute résolution et réfléchir à une coopération éventuelle avec le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dans ce domaine.

34. Plusieurs orateurs ont décrit les activités menées aux niveaux national et régional pour lutter contre le terrorisme, y compris les mesures prises par les États pour ratifier et appliquer les instruments régionaux et internationaux existants relatifs au terrorisme. Ils ont fait état de mesures législatives, comme l'incrimination des infractions, et autres visant à renforcer les capacités de prévenir et de poursuivre les actes de terrorisme et à lutter contre le financement du terrorisme, y compris par l'adoption de dispositions concernant la saisie et la confiscation de fonds. D'autres mesures portaient sur la création d'organismes spécialisés dans la lutte antiterroriste et de mécanismes de coordination

interorganisations, sur le renforcement des capacités des services de police et de renseignement pour combattre efficacement la menace que faisait peser le terrorisme international, ainsi que sur la mise en œuvre au niveau national de programmes de déradicalisation et de réadaptation.

35. Plusieurs orateurs ont souligné qu'une assistance technique suivie et durable était nécessaire et se sont déclarés satisfaits des outils d'assistance technique mis au point par l'UNODC dans plusieurs langues et adaptés aux besoins des différents pays et systèmes juridiques. On a mentionné, en particulier, la base de données en ligne, les cours de formation en ligne et le *recueil d'affaires de terrorisme*, qui a été lancé avec succès pendant le douzième Congrès.

36. On a souligné qu'il était nécessaire que l'UNODC fournisse une assistance spécialisée pour le renforcement des capacités des personnels des services de justice pénale dans des domaines précis. Il a été fait explicitement référence aux défis que représentent la menace de terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, problèmes pour lesquels une assistance technique spécialisée était nécessaire. Une assistance technique était également nécessaire pour lutter contre le financement du terrorisme, notamment au moyen d'un échange de renseignements financiers, du contrôle des opérations financières et du gel de fonds. Quelques orateurs ont salué les efforts déployés par l'UNODC pour fournir une assistance aux victimes du terrorisme dans le cadre des procédures de justice pénale.

37. Plusieurs orateurs ont appuyé l'approche transversale et intégrée adoptée par l'UNODC pour la fourniture d'une assistance technique aux fins de la lutte contre le terrorisme. Un orateur a noté que le programme thématique sur la prévention du terrorisme de l'Office pouvait fournir de précieuses orientations stratégiques à cet égard. Les compétences spécialisées de l'UNODC dans différents domaines de la prévention du crime et de l'abus de drogues et sa capacité opérationnelle étaient des avantages comparatifs importants pour la fourniture de cette assistance technique.

38. S'agissant de l'action d'information entreprise par l'UNODC et des partenariats opérationnels mis en place avec de nombreuses autres entités et organisations internationales et régionales, certains orateurs ont évoqué la collaboration étroite avec le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive et avec d'autres organes du Conseil de sécurité traitant de questions de terrorisme. Un orateur a demandé aux organes du Conseil de sécurité traitant de la lutte contre le terrorisme, au Bureau de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme et aux organisations internationales, régionales et sous-régionales concernées, de coopérer davantage avec l'UNODC sur les questions relatives à la lutte contre le terrorisme.

39. Certains orateurs ont rappelé les contributions financières et autres que faisaient leurs gouvernements à l'appui des activités de l'UNODC et ont appelé la communauté internationale et les donateurs à fournir les ressources financières nécessaires pour permettre à l'Office de mener ses activités de lutte contre le terrorisme. Plusieurs orateurs ont noté qu'il fallait, pour renforcer les capacités de base et les compétences spécialisées de l'UNODC, entre autres dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, accroître ses ressources prévisibles et durables, notamment en lui affectant des fonds du budget ordinaire de l'ONU.

#### 4. Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale

40. Un orateur a noté que les annotations de l'ordre du jour ne mentionnaient aucune documentation pour ce point subsidiaire et a déclaré que l'UNODC avait accompli un travail considérable qui n'était ni basé sur les traités, ni nécessairement lié à une norme particulière. Il a également noté qu'une proposition serait présentée au titre du point 9 de l'ordre du jour en vue de faciliter la préparation des États Membres à la vingtième session de la Commission.

41. Un orateur a fait observer que les groupes criminels organisés étaient en train d'explorer de nouvelles activités illicites, telles que la cybercriminalité et les infractions visant les ressources, dont l'exploitation forestière illicite et la pêche illégale. La coopération internationale était essentielle pour s'attaquer au problème de la cybercriminalité et nécessitait un cadre international efficace. On a encouragé les États qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer à la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe, qui était actuellement le seul instrument international portant sur les aspects internationaux de cette forme de criminalité.

42. Le même orateur a également évoqué la participation croissante des groupes criminels organisés à des infractions liées à l'environnement, notamment à des infractions impliquant l'exploitation lucrative de ressources naturelles, telles que le poisson, les forêts et les espèces sauvages, et le transport illégal de produits chimiques interdits et de substances dangereuses. Cette menace posait des problèmes particuliers et avait été identifiée comme une source importante de produits du crime. La coopération internationale était indispensable pour lutter contre ce type d'infractions, et les mesures contre le blanchiment d'argent et les systèmes de recouvrement d'avoirs étaient très efficaces à la fois pour les combattre et les prévenir. Il a été noté que les compétences en matière de justice pénale de la Commission pouvaient permettre de trouver des solutions face à ce nouveau problème.

#### 5. Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances

43. Se référant aux instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, un orateur a reconnu l'importance des travaux de recherche en matière de justice pénale des instituts, qui permettaient de mieux comprendre les tendances mondiales de la criminalité, et les a encouragés à poursuivre ces travaux, ainsi que leurs activités de formation et d'assistance technique. On a souligné l'importance de coordonner ces différentes activités avec celles de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et de l'UNODC.

44. Un orateur a félicité l'UNODC et le réseau du Programme pour les ateliers sur la protection contre le trafic de biens culturels organisés en marge de la session de la Commission, qui montraient que le réseau du Programme était une ressource importante qui devait être soutenue et pouvait être bénéfique à tous. L'orateur a mentionné un certain nombre d'activités très utiles, telles que la publication de manuels et l'organisation d'ateliers, qui avaient été menées par les instituts au cours de l'année écoulée.